



Jean-Luc MÉLENCHON
Député Européen,
président du Parti de Gauche

La déchéance de la nationalité, la nostalgie de Vichy !

«Il est essentiel de se souvenir que seul le régime du maréchal Pétain a eu recours à la remise en cause de la nationalité comme politique d'ensemble. La déchéance de la nationalité française est une mesure inefficace, stupide et anti-républicaine. Inefficace : aucune peine n'est dissuasive. La fonction de la peine est de sanctionner et de réparer. Stupide : elle soulève d'innombrables imbroglios injustes et cruels pour la famille des condamnés. Anti-républicaine : le peuple est comme la communauté légale qu'il fonde : un et indivisible. Il ne peut y avoir deux catégories de français relevant de droits et de peines différents.»



NOTRE RÉPUBLIQUE ? MÊME SOL, MÊMES DROITS !

La politique de la haine, ça suffit !

Le discours prononcé à Grenoble par Nicolas Sarkozy fin juillet est une fuite en avant insupportable dans la mise en place d'une politique raciste et xénophobe directement inspirée du programme du FN. La politique du chiffre dans la chasse aux personnes sans papiers, la poursuite des discriminations qui touchent les Gens du Voyage (citoyens français pour la plupart) et les Roms (citoyens européens) n'ont qu'un objectif, à grand renfort de mises en scène médiatiques : attiser les peurs et la haine, stigmatiser l'immigration.

Halte à la dérive vichyste !

Le gouvernement poursuit son acharnement législatif, avec une 5^e loi sur l'immigration, la Loi Besson. L'introduction de la notion de Français "d'origine étrangère" à nationalité révoicable en cas de condamnation et la remise en question de l'automaticité de l'acquisition de la nationalité à 18 ans pour les enfants nés sur le sol français de parents étrangers contredisent gravement le premier des principes républicains inscrit dans la Constitution : l'égalité de tous devant la loi. Même sol, mêmes droits. Rappelons que l'introduction de la déchéance de la nationalité remonte au gouvernement de Vichy ! Nous devons fermement nous y opposer. **Pour nous, Français un jour, Français toujours !**

Des atteintes aux droits de l'homme inacceptables !

Le projet de loi Besson durcit par ailleurs l'arsenal législatif en vigueur avec par exemple, la mise en place d'un véritable bannissement par une interdiction au retour des personnes ayant subi une mesure de reconduite à la frontière, l'augmentation de la durée de placement en centre de rétention, le recul des pouvoirs du juge dans le contrôle des administrations. Ces atteintes aux droits de l'homme sont inacceptables. L'immigration constitue pour le gouvernement un véritable laboratoire des atteintes aux libertés pouvant s'appliquer à l'ensemble de la population. **Ne les laissons pas faire !**

www.lepartidegauche.fr

ROMS : UNE POLITIQUE BARBARE !

Le gouvernement a poursuivi cet été sa politique de harcèlement policier et d'expulsions systématiques des roms de leurs lieux de vie, à grands renforts médiatiques. Procédant par amalgame, il stigmatise les Gens du voyage et les Roms. Alors que les Gens du voyage sont des Français qui ont la particularité de vivre en caravane et d'être itinérants toute ou partie de l'année, les 15 000 Roms présents en France sont essentiellement venus de Roumanie et de Bulgarie. Citoyens européens, ils bénéficient de la liberté de circulation au sein de la communauté européenne. Mais depuis 2007, le gouvernement a instauré des dispositions transitoires retardant leur accès aux droits par rapport aux autres membres de l'UE. Cela leur retire le droit de travailler et fait d'eux des citoyens européens de seconde zone. Ils sont les principales victimes de la politique du chiffre et représentent 12 000 des 30 000 expulsions du territoire annoncées.

Ils vivent dans des conditions de très grande précarité et rencontrent d'innombrables obstacles dans l'exercice de leurs droits : refus de scolarisation, non accès aux soins, expulsions systématiques des terrains où ils vivent etc.

Les élu-e-s du PG appellent les citoyens à se mobiliser dans leur commune contre toute expulsion des roms et à organiser les solidarités nécessaires.

DERRIÈRE LA DÉRIVE SÉCURITAIRE, L'AUSTÉRITÉ ET LA RÉGRESSION !

L'amalgame consciemment pratiqué par le gouvernement entre délinquance et migrants ou personnes d'origine étrangère s'inscrit dans une politique cohérente, initiée avec la campagne sur l'identité nationale. En créant des boucs émissaires, **le gouvernement Sarkozy cherche à faire oublier qu'il est le premier responsable de la crise** et de la grande régression économique et sociale en marche. En imposant l'austérité notamment par la destruction de notre système solidaire de retraites, **il veut faire payer la crise au peuple et préserver les privilèges de ceux qui en sont responsables : les banquiers, les traders, les «Parisot» et les «Bettencourt» !** Cette politique est également une façon de masquer les échecs du gouvernement à régler les problèmes de sécurité qu'il prétend résoudre. Il l'a fait en affaiblissant sans cesse l'éducation nationale et les moyens de prévention, en augmentant les inégalités, en détruisant la police de proximité au profit d'une politique uniquement répressive et inefficace. **L'ensemble constitue aussi une attaque sans précédent contre la République.**

Vite la révolution citoyenne !

Le PG appelle à la résistance démocratique pour faire échouer le gouvernement. **Une politique alternative de rupture est possible, urgente et nécessaire !**

Le PG propose qu'un gouvernement du Front de Gauche instaure :

- L'abrogation des lois successives sur l'immigration depuis 2002 et le retrait du projet de loi Besson
- Un nouveau code de la nationalité, fondé sur le respect intégral du droit du sol et un droit à la naturalisation facilité
- La citoyenneté étendue au droit de résidence
- Le rétablissement d'un droit d'asile déconnecté des politiques migratoires
- La régularisation de toutes les personnes sans papiers pour solder la situation laissée par la droite à commencer immédiatement par les travailleuses et les travailleurs sans papiers, les enfants, les jeunes majeurs scolarisés et leurs parents.
- L'établissement d'un titre de séjour unique de 10 ans
- La dépenalisation du séjour irrégulier et la suppression des centres de rétention.

www.lepartidegauche.fr



Nom Prénom.....

Adresse

CP..... Ville Tél Email

- Je soutiens les actions du Parti de Gauche
- Je souhaite être informé-e des activités du Parti de Gauche
- Je souhaite rejoindre le Parti de Gauche
- Je verse un don de euros à l'ordre de l'AFPG pour soutenir les campagnes du Parti de Gauche

À retourner à :



63, avenue de la République • 75011 Paris

Vous pouvez aussi nous soutenir en ligne sur www.lepartidegauche.fr